

nant que le gouvernement a terminé ses réunions avec les premiers ministres des provinces et avec ceux qui vendent des produits au Canada, compte-t-il tenir des réunions semblables avec des groupes économiques importants, ce qui donnerait au programme gouvernemental destiné à contrôler l'inflation les meilleures chances de succès?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous avons de fréquentes réunions avec des groupes économiques importants, pour reprendre l'expression du député. Nous en avons toute l'année.

L'hon. M. Hees: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je vais poser ma question d'une façon plus claire. Le gouvernement croit-il que sans la collaboration active du mouvement syndical un programme anti-inflationniste ait des chances de succès?

Des voix: Oh, oh.

L'hon. M. Hees: Les membres du gouvernement en général et le premier ministre en particulier envisagent-ils d'avoir des réunions avec les chefs syndicaux et de leur adresser un appel personnel pour obtenir la collaboration active indispensable au succès du programme anti-inflationniste officiel?

Le très hon. M. Trudeau: Pour la première partie de la question, monsieur l'Orateur, la réponse est non. Telle n'est pas notre position. Au contraire, nous pensons que la lutte contre l'inflation ne peut être gagnée sans le soutien de tous les éléments de la communauté et surtout de l'élément ouvrier qu'on appelle les syndicats. Quant à la deuxième partie de la question, je dirai que l'ensemble du cabinet rencontrera les deux principales organisations ouvrières du pays dans quelques semaines. Elles ont demandé à rencontrer le cabinet pour lui présenter leurs vues sur la situation économique et sur d'autres sujets.

L'hon. M. Hees: Encore une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le vice-président exécutif du Congrès du Travail du Canada a déclaré hier que les propositions du gouvernement sont beaucoup trop vagues pour être prises au sérieux. A ce propos, le premier ministre croit-il qu'il convient d'attendre des semaines pour convoquer une réunion générale que les gouvernements tiennent chaque année avec nos organisations ouvrières? Voudrait-il également indiquer à la Chambre...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Avant que le député pose une autre question supplémentaire, j'aimerais lui signaler que la question supplémentaire qu'il vient d'adresser

[L'hon. M. Hees.]

au premier ministre est litigieuse. Je reconnais qu'il a une autre question supplémentaire à poser et il est autorisé à le faire.

L'hon. M. Hees: En toute déférence, monsieur l'Orateur, Votre Honneur sait bien que je ne cherche jamais à susciter une controverse. Je voudrais poser une autre question supplémentaire au premier ministre. Les sanctions éventuelles contre ceux qui n'observent pas les lignes directrices acceptées d'un commun accord il y a une semaine lors de la réunion avec le patronat ont-elles été discutées lors des réunions des deux derniers jours? Si oui, le gouvernement fédéral et les provinces projettent-ils des mesures dans ce domaine?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, si le député veut bien consulter le communiqué qu'on a déjà déposé, il verra quelles recommandations formulées au gouvernement par la Commission des prix et des revenus ont été étudiées et généralement acceptées par les participants à la conférence fédérale-provinciale. Les sanctions constituaient l'un des sujets abordés lors de la conférence.

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, j'ai demandé au premier ministre si le gouvernement avait l'intention de prendre des mesures à ce sujet.

M. l'Orateur: A l'ordre!

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. A l'occasion de la conférence du premier ministre et des premiers ministres provinciaux, le premier ministre a-t-il demandé aux gouvernements provinciaux d'agir de concert avec le gouvernement fédéral, en vue d'autoriser la Commission des prix et des revenus à imposer des sanctions? Si oui, en quoi consistaient ces sanctions et quelle réponse le premier ministre a-t-il reçue des premiers ministres provinciaux?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, il n'a jamais été question, à ma connaissance, d'autoriser la Commission des prix et des revenus à imposer des sanctions. Si sanctions il y a, elles viendront des gouvernements qui représentent la population, du gouvernement fédéral ou des gouvernements provinciaux.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre nous dirait-il quelles sanctions il a demandé aux gouvernements provinciaux de confier à leurs juridictions respectives? Quelle a été la réponse des premiers ministres provinciaux à ce sujet?